



Pour un campus universitaire éclairé.

Dans diverses universités, des manifestations contre Israël ont eu lieu, mettant souvent en lumière une inquiétante sous-jacente d'antisémitisme dissimulée derrière des critiques anti-Israéliennes. L'objectif de ce document est d'aborder et de rectifier les fausses perceptions propagées par ces manifestations.

PARTIE I : CONTEXTE

1. Les liens entre les Juifs et la terre d'Israël préexistent à la formation de l'État moderne en 1948. Les découvertes archéologiques et les monuments attestent d'un riche héritage vieux de plus de 3 000 ans, comprenant notamment les textes bibliques et les manuscrits de la mer Morte. Depuis le 13^e siècle avant notre ère, des communautés juives ont résidé en Terre sainte. Malgré les divers empires qui ont dominé la région au fil de l'histoire, tels que les Perses, les Grecs, les Romains, les Byzantins, les Ottomans et les Britanniques, la présence juive y est demeurée constante. Malgré les périodes d'exil, le peuple juif a maintenu des liens avec la terre de ses ancêtres, formant ainsi une lignée ininterrompue qui s'étend sur des millénaires. De ce fait, les Juifs peuvent être considérés comme les autochtones par excellence d'Israël.
2. Tout au long des siècles, l'aspiration à une patrie juive a persisté, illustrée par des pratiques culturelles telles que la prière de la Pâque pour "l'année prochaine à Jérusalem". Cette aspiration a trouvé une expression

tangible dans les migrations juives tout au long du siècle et dans l'immigration juive massive de la seconde partie du XIXe siècle. Des vagues de pionniers ont entrepris la tâche ardue de récupérer et de cultiver la terre, transformant les marécages infestés de malaria en sol fertile et faisant fleurir le désert. Toutes ces terres ont été achetées à leurs propriétaires légitimes et n'ont pas été prises de force.

3. Après la Première Guerre mondiale, le contrôle du Moyen-Orient est passé sous l'administration de la France et de la Grande-Bretagne. Durant cette période, les dirigeants arabes, principalement représentés par le roi Faysal d'Arabie saoudite, ont donné leur approbation à la déclaration Balfour du gouvernement britannique concernant la création d'un foyer juif, laquelle a ensuite été entérinée par la Société des Nations. Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le terme "Palestiniens" faisait principalement référence aux habitants juifs de la région, qui avaient une identité distincte, incluant un drapeau juif comme symbole.

4. Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale ont marqué un tournant dans la transition de nombreuses régions d'un régime impérial à un État-nation. Au Moyen-Orient, cette période a été marquée par des bouleversements et des mouvements importants motivés par des considérations ethniques. Des pays comme la Jordanie et l'Irak sont apparus au cours de cette transition, reflétant une tendance plus large à la construction de nations dans le sillage du déclin du colonialisme. Le Moyen-Orient, en particulier, est devenu un centre de réalignement politique, avec des frontières redessinées et de nouveaux gouvernements établis, façonnant le paysage géopolitique de la région dans l'après-guerre.

5. Les Nations unies ont proposé le plan de partage de 1947 dans le but de promouvoir la coexistence entre Juifs et Arabes dans la région. Ce plan prévoyait la création d'États indépendants pour les deux communautés. Bien que les dirigeants juifs aient accepté la proposition, les dirigeants arabes l'ont rejetée. Par la suite, une coalition de cinq États arabes a lancé une attaque contre l'État d'Israël nouvellement proclamé lors de la guerre d'indépendance de 1948.

6. L'Holocauste, qui s'est déroulé de 1939 à 1945, a mis en lumière le besoin urgent d'un refuge pour le peuple juif. Le mufti de Jérusalem a coopéré avec l'Allemagne nazie, entravant les efforts de sauvetage des Juifs cherchant refuge dans leur patrie, contribuant ainsi à la tragédie de l'Holocauste. Les Juifs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont cherché refuge en Israël en réponse aux persécutions, contribuant de manière significative aux efforts et aux aspirations du nouveau pays.

PARTIE II REPÈRES HISTORIQUES

À la suite de la guerre défensive de 1967, Israël a pris le contrôle du Sinaï, de la Cisjordanie, de Gaza et du plateau du Golan. Toutefois, le Sinaï a été restitué à l'Égypte dans le cadre du traité de paix conclu entre l'Égypte et Israël en 1979.

En 1988, la Jordanie a officiellement renoncé à ses revendications sur la Cisjordanie, qu'elle occupait depuis 1948. Plus tard, en 1994, la Jordanie a signé un traité de paix avec Israël. Gaza a été évacuée par Israël en 2005 et le parti radical du Hamas y gouverne depuis 2007.

De nombreux conflits ont opposé Israël à divers groupes militants au Liban, notamment le groupe chiite Hezbollah, qui continue de recevoir un appui important et des armes de la part de l'Iran.

Il y a effectivement eu de nombreuses tentatives de négociations de paix entre Israël et les Palestiniens, dont la conférence de Madrid, les accords d'Oslo, les mémorandums de Wye River et de Sharm el-Sheikh, le sommet de Camp David, les efforts du Quartet et le sommet d'Aqaba. Malheureusement, bon nombre de ces initiatives n'ont pas abouti à des accords de paix durables. Par exemple, la proposition de deux États lors du sommet de Taba a été rejetée par les dirigeants palestiniens et a été suivie d'une vague d'attentats suicides. De même, une autre proposition de deux États a également été rejetée par la partie palestinienne en 2008.

PARTIE III : LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS ET L'UNRWA

Que l'on vienne en aide aux populations civiles est louable. Or l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) n'en est pas à son premier rappel à l'ordre alors que ses écoles portent le nom d'assassins-suicide, que l'incitation à la haine est permanente en plus du fait que le sous-sol de son centre administratif soit le quartier général souterrain du Hamas.

Mais il y a plus. En effet, l'UNRWA, une agence des Nations unies, se consacre exclusivement aux réfugiés palestiniens, sans inclure les réfugiés juifs de la guerre de 1948. Ces réfugiés palestiniens maintiennent leur statut de génération en génération, une particularité absente pour plus de 100 millions d'autres réfugiés pris en charge par l'UNHCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés). Cette disparité soulève des questions sur la perpétuation du problème des réfugiés par l'UNRWA, tandis que les pays du Moyen-Orient, riches en ressources, laissent aux pays occidentaux la responsabilité de résoudre cette question.

Mais à voir les centaines de kilomètres fortifiés construits par le Hamas et la quantité de missiles et d'armements qui y a été acheminée, il est pertinent de se demander qui profite de l'aide internationale à Gaza. L'UNRWA n'est pas le meilleur outil pour venir en aide aux conditions de vie déplorables des Palestiniens.

Quant aux Nations unies, elles sont trop occupées à adopter des résolutions sur les réfugiés palestiniens, 215 à ce jour, et aucune sur les réfugiés juifs des pays arabes, bien plus nombreux.

PARTIE IV : REMETTRE LES PENDULES À L'HEURE - DÉMENTIR LES MENSONGES

Les Israéliens sont des colonialistes blancs ?

La population israélienne est diversifiée et se compose de Juifs de différentes races et nationalités. Une part importante, de l'ordre de 40 à 45 %, trouve ses origines dans des pays arabes et nord-africains tels que le Yémen, le Maroc, l'Algérie, la Syrie et l'Irak. Un grand nombre de ces personnes, soit environ 900 000 Juifs, ont fui les persécutions et la discrimination dans leur pays

d'origine et ont trouvé refuge en Israël. La plupart ont dû laisser derrière eux leurs maisons et leurs biens, ce qui a profité à la population locale.

Israël, un État d'Apartheid ?

Israël s'enorgueillit d'être un État démocratique dynamique où tous les citoyens, indépendamment de leur appartenance ethnique ou de leurs antécédents, jouissent de l'égalité des droits, des chances et des protections juridiques. Les Arabes israéliens font partie intégrante de la société israélienne et participent activement à divers aspects de la vie civique. Ils ont le droit de voter, de travailler, de vivre, d'étudier et de servir dans des institutions telles que la Cour suprême, l'armée et le gouvernement, aux côtés de leurs homologues juifs. Cette inclusion reflète l'engagement d'Israël à promouvoir une société pluraliste et diversifiée, fondée sur les principes d'égalité et de démocratie.

À propos de l'occupation

La population palestinienne vivant en Cisjordanie et à Gaza souffre de l'occupation du Fatah et du Hamas qui limitent leurs libertés. Le Hamas est considéré comme une organisation terroriste par de nombreux pays et organisations internationales, dont les États-Unis, l'Union européenne, Israël et d'autres.

Avant les événements du 7 octobre, des centaines de milliers de Palestiniens travaillaient en Israël, ce qui souligne l'interdépendance économique entre Israéliens et Palestiniens. Dans la partie de la Cisjordanie contrôlée par Israël, il y a des colonies, et bien qu'une petite minorité de leurs résidents puisse avoir des opinions radicales, il est essentiel de reconnaître que tous les résidents ne partagent pas ces sentiments.

Gaza est-elle boycottée par Israël ?

Si Israël a été critiqué pour les restrictions qu'il impose à Gaza, il est vrai que l'Égypte contrôle également l'accès au territoire par sa frontière avec Gaza. Les préoccupations de l'Égypte en matière de sécurité et d'infiltration

potentielle d'individus affiliés à des groupes tels que les Frères musulmans jouent un rôle important dans sa politique à l'égard de Gaza. Israël et l'Égypte ont tous deux la responsabilité d'assurer le bien-être de la population de Gaza tout en répondant aux préoccupations légitimes en matière de sécurité.

PARTIE IV. QUESTIONS SPÉCIFIQUES AU CONFLIT DU 7 OCTOBRE

Pourquoi Israël mène-t-il une opération militaire à Gaza ?

Le 7 octobre, des terroristes du Hamas ont franchi la barrière de sécurité entre Israël et Gaza, tué sans discrimination plus de 1 200 personnes et enlevé 254 autres, dont plus de 100 sont toujours en captivité. Israël a lancé une opération défensive à Gaza afin d'éliminer le Hamas et de détruire son infrastructure militaire pour l'empêcher de représenter à nouveau une telle menace.

Y a-t-il un génocide à Gaza ?

Non. Il s'agit d'une crise humanitaire, mais pas d'un génocide. La définition du génocide est l'intention d'éliminer un groupe particulier sur la base de l'ethnie, de la religion ou de la race. Il s'agit d'une guerre et, comme dans toutes les guerres, il y a des victimes civiles. Les forces de défense israéliennes tentent également de minimiser le nombre de victimes lorsqu'elles le peuvent, en avertissant des interventions militaires pour l'évacuation, laquelle devient plus complexe lorsque les militants du Hamas s'emparent de zones résidentielles et civiles.

Le 7 octobre est en soi un parfait exemple de génocide ! Bien que le Hamas n'ait pas réussi à tuer autant de Juifs qu'il l'aurait souhaité, c'était son objectif déclaré, tant dans sa charte fondatrice que dans les déclarations qu'il a faites dans les médias depuis sa création et, à nouveau, depuis le 7 octobre. Le Hamas a déclaré qu'il prévoyait de commettre le 7 octobre encore et encore. Il est essentiel de comprendre que le nombre "disproportionné" de morts du côté palestinien ne peut être assimilé à un génocide. Les victimes civiles sont

recensées par le ministère de la Santé de Gaza (GMOH), qui n'est qu'un bras armé du Hamas. Les chiffres ne sont donc pas fiables. D'autre part, le Hamas éduque ses enfants pour qu'ils deviennent des kamikazes. Un autre facteur de complication est le fait que de nombreux civils pourraient potentiellement porter des bombes de type gilet-suicide.

D'un point de vue pratique, le nombre moins élevé de victimes parmi les Israéliens est le résultat des efforts concertés d'Israël pour protéger ses civils. Le pays utilise des systèmes de défense aérienne avancés tels que le Dôme de fer, qui intercepte les roquettes en approche, et met en place des systèmes d'alerte pour prévenir les citoyens d'attaques imminentes. En outre, Israël impose la construction d'abris et de salles de sécurité dans les maisons, les écoles et les entreprises afin d'assurer une protection en cas de conflit. Ces mesures visent à minimiser les pertes civiles et à assurer la sécurité des citoyens israéliens face aux menaces permanentes de groupes militants comme le Hamas.

Le Hamas a effectué son stockage de munitions au sein d' institutions civiles telles que des écoles et des hôpitaux, les utilisant comme boucliers humains. Il a en effet beaucoup investi dans la construction de tunnels fortifiés et le stockage de missiles plutôt que dans des infrastructures civiles telles que des abris. Cette priorité souligne le fait que le groupe privilégie ses capacités militaires au détriment du bien-être et de la sécurité de la population civile de Gaza. Ces tunnels et ces missiles sont souvent utilisés à des fins offensives, ce qui constitue une menace importante pour Israël.

Israël bloque-t-il l'aide humanitaire à Gaza?

Israël a considérablement augmenté le flux d'aide humanitaire vers Gaza au cours des derniers mois. Cependant, il y a d'énormes retards dans la distribution de la part de l'ONU et des agences d'aide en raison des vols réguliers des envois par le Hamas. De même, comme des armes sont souvent introduites clandestinement avec l'aide humanitaire, tous les envois doivent être vérifiés, ce qui contribue aux retards de distribution.

Pourquoi cette obsession par Israël ?

Des régions telles que la Bosnie, la Croatie, la Tchétchénie, le Tadjikistan, le Cachemire, le Timor oriental, le Liban, la Syrie et le Soudan ont été le théâtre de violences dévastatrices qui ont coûté la vie à des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers de personnes : 50 000 à 200 000 en Bosnie, 50 000 en Croatie, 30 à 50 000 en Tchétchénie, 100 000 au Tadjikistan, 20 000 au Cachemire, 200 000 au Timor oriental, 100 000 dans la guerre civile au Liban, près d'un demi-million en Syrie et un demi-million à 2 millions au Soudan. La guerre Irak-Iran a fait près d'un million de morts. Le massacre des Kurdes irakiens sous le président Saddam Hussein a fait près de 100 000 victimes kurdes. L'invasion du Koweït par l'Irak a fait 50 000 morts. Les troupes jordaniennes ont tué près de 20 000 Palestiniens lorsque l'OLP a tenté de faire la loi. La répression du gouvernement syrien contre ses propres citoyens extrémistes à Hama a fait 25 000 morts. En Algérie, la guerre civile a fait plus de 150 000 morts. La liste est encore longue...

Présentement, les Soudanais, les Afghans, les Yéménites et les Rohingyas souffrent de la guerre et de la famine. Et les médias ne s'en préoccupent guère. Selon l'UNICEF, un enfant yéménite meurt de faim toutes les dix minutes.

Les réjouissances des Gazaouis et leur maltraitance des otages israéliens, comme les manifestations de joie de certains milieux étudiants au spectacle des Juifs massacrés, ou les menaces proférées envers les étudiants juifs sur les campus ont révélé un autre visage, celui de l'antisémitisme arabe et pas seulement arabe. Ces manifestations révèlent un profond courant d'antisémitisme sous la façade de la rhétorique anti-israélienne. L'Occident a été surpris par les célébrations pro-Hamas immédiatement après avoir appris la sauvagerie anti-israélienne dans la pure tradition de l'État islamique. Or, célébrer la barbarie, c'est l'inviter à s'enraciner dans le pays d'accueil.

La critique d'Israël, comme celle de tout autre pays, doit être fondée sur des faits et un contexte. Bien qu'Israël ait été confronté à de nombreux défis, notamment des menaces pour sa sécurité et des conflits, il est également essentiel de reconnaître que la désinformation et les récits tendancieux peuvent déformer la vérité et perpétuer les malentendus. Il est donc essentiel

de rechercher des sources d'information fiables et de s'engager dans des discussions éclairées afin de comprendre pleinement les complexités de la situation. La vérité prévaudra.

Qu'en est-il de l'avenir ?

Pour trouver une solution durable au conflit, il faut s'attaquer aux causes profondes de la violence et favoriser un dialogue et une coopération authentiques entre toutes les parties concernées.

L'enseignement de la haine doit cesser. La perpétuation de la haine par le biais de l'éducation ou de tout autre moyen constitue un obstacle important à la réalisation de la solution à deux États.

La solution des deux États reste un cadre viable pour résoudre le conflit israélo-palestinien, mais elle exige un véritable engagement de la part de toutes les parties à négocier de bonne foi, à mettre fin à l'incitation à la violence et à promouvoir une culture de la paix et de la coexistence. Ce n'est qu'à cette condition que la solution des deux États pourra devenir une réalité tangible.

Déclaration de mission du RAMCA [Montréal Academic Network Against Antisemitism - MANAA | Montreal QC | Facebook](#) : Le Réseau académique montréalais contre l'antisémitisme (RAMCA) s'engage à lutter contre l'antisémitisme sous toutes ses formes dans les établissements académiques du Québec. Le RAMCA valorise l'éducation et la sensibilisation comme principaux moyens de répondre à la désinformation et à la haine anti-juive. De plus, RAMCA offre un soutien social aux membres juifs des institutions académiques par le biais de mentorat et de mise en relation.*

**Nous adhérons à la définition de l'antisémitisme de l'Association internationale pour la mémoire de l'Holocauste :*

<https://holocaustremembrance.com/resources/definition-operationnelle-de-antisemitisme>